

Coup d'État au Mali: la France, prise à revers, va être contrainte de réexaminer sa stratégie



Article rédigé par *Le Figaro*, le 20 août 2020

Source [Le Figaro] Malgré le déploiement de 5 100 soldats français dans le pays, Paris n'a pas su anticiper l'effondrement du régime à Bamako.

«Barkhane» continue pour l'instant. Au lendemain du [coup d'État qui a renversé le président malien Ibrahim Boubacar Keïta](#), l'état-major français, qui déploie 5100 hommes au Mali pour lutter contre les groupes terroristes au Sahel, assurait que «*les opérations ne sont pas interrompues*». Les combats se poursuivent, dit-on donc, pour ne pas laisser croire aux djihadistes qu'ils pourraient profiter de l'instabilité régnant à Bamako. Le souvenir de 2012 est dans les esprits. [Le putsch qui avait renversé Amadou Toumani Touré](#) avait accéléré l'offensive des terroristes filant vers la capitale. Huit ans plus tard, les forces armées maliennes ont retenu la leçon, assure une source suivant la situation sur place. Dans le nord du pays, elles n'ont pas baissé la garde même si, évidemment, l'incertitude plane.

Le chaos malien est observé avec préoccupation par Paris comme un constat d'échec. Cet «*événement grave*» a été condamné «*avec la plus grande fermeté*» par le Quai d'Orsay. Mais depuis plus de deux mois, et l'émergence du «Mouvement du 5 juin», la crise couve et s'est constamment aggravée à Bamako. Le chef de l'État Emmanuel Macron en a fait une dernière fois le constat en s'entretenant mardi avec IBK, avant qu'il ne soit renversé. Emmanuel Macron a rappelé que «*la démocratie et la stabilité*» devaient prévaloir au Mali.

Le président français a aussi téléphoné au président nigérien, Mahamadou Issoufou, qui avait tenté une médiation en juillet avec les autres chefs d'État sahéliens. Il a aussi joint ses homologues sénégalais et ivoirien. Le président français a demandé une réunion en urgence du Conseil de sécurité de l'ONU, qui devait avoir lieu mercredi en fin de journée. Les États-Unis et la Chine ont déploré le coup d'État. Emmanuel Macron a aussi ajouté la question malienne à l'ordre du jour du Conseil européen qui s'est tenu mercredi en visioconférence. À son issue, le président du Conseil, Charles Michel, a jugé les événements préoccupants et il a mis en garde contre leur effet déstabilisateur sur toute la région. [L'UE a appelé au «retour de l'État de droit](#)». L'Union africaine a condamné pour sa part le «*changement inconstitutionnel*» de gouvernement et a réclamé la libération d'IBK.

Du côté militaire la situation est aussi suivie de près, confirme-t-on à l'état-major, tout en assurant qu'elle relevait «*d'abord de la politique et de la diplomatie*». Officiellement «Barkhane» promet de ne pas se mêler de la politique intérieure malienne. Les coups à prendre sont trop importants alors que la présence française est déjà instrumentalisée et critiquée. Le sentiment antifrçais, nourri de soupçons d'ingérence, est prompt à ressurgir. Mais les militaires français ne peuvent pas non plus être indifférents aux turbulences politiques qui conditionnent leurs opérations. Mardi, les putschistes ont assuré vouloir respecter les accords internationaux, y compris ceux permettant la lutte contre les groupes terroristes. L'état-major français assurait mercredi ne pas avoir eu de contact avec les putschistes. L'un d'eux au moins, le général Dembele, passé par l'école de guerre, est connu de ses pairs. Une source diplomatique indiquait, pour sa part, que la France a pris langue avec les auteurs du coup d'État et d'autres acteurs locaux pour résoudre la crise.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)